



Après les atroces attentats, Non à l'escalade guerrière

La guerre, que subissent au quotidien des populations civiles d'autres pays, qui était jusqu'à ce jour vue au travers d'un écran de télévision, vient de frapper sur le territoire français des hommes et des femmes innocentes. Ce jour-là restera un jour noir pour la démocratie.

Cette horreur viendra-t-elle réveiller les consciences pour ouvrir des perspectives d'avenir pour la paix, les droits et les libertés ? Ou bien, à l'inverse, va-t-elle servir à des instrumentalisations politiciennes, amplifiant les divisions, le racisme pour certaines vitrines électorales, ou à engager des attaques aux droits et aux libertés pour d'autres ?

- Hollande/Valls et le Parti Socialiste œuvrent déjà pour poursuivre leurs stratégies électorales en appelant à « l'unité nationale » pensant faire oublier le fiasco de leur politique intérieure par une politique guerrière externe, et masquant les causes de cette situation.
- Sarkozy qui a semé le terreau de Daesh par l'intervention militaire en Libye, est déjà en campagne pour 2017 en jouant des coudes entre la droite libérale du Parti Socialiste, la droite centriste et la droite radicale du Front National. Sans surprise, les propositions de Sarkozy s'inscrivent, bien sûr, dans la surenchère de celles du Parti Socialiste avec un peu plus de militaires, de forces armées dans les espaces publics et un peu moins de droits et de libertés pour les citoyens dans le pays, le tout drapé du combat pour la démocratie.
- Le FN avance en récoltant le fruit de ces politiques, faisant l'amalgame entre les attentats de Paris et les réfugiés fuyant les bombes et les attentats perpétrés dans leurs pays, stigmatisant les religions à l'inverse de la laïcité républicaine, prenant pour « boucs émissaires » les musulmans et les immigrés « coupables » de ce qui arrive, les désignant comme « des dangers dans nos rues », et exigeant des mesures fermes (les emprisonner, les renvoyer) dans un plaidoyer du « tous criminels ».

Les consciences des salariés sont empoisonnées par ces divers messages qui sont largement relayés et commentés par l'écrasante majorité des médias qui font « la chasse aux larmes et au sang » et non à l'information (les recettes étant sur l'audimat, priorité au profit), encore moins à l'exposé des causes.

Au regard de cette situation aux dangers multiples, la FNIC-CGT exprime une position claire, responsable, sans compromis, qui ne peut en aucun cas être utilisé comme une caution ou une complaisance aux actes terroristes qui viennent de frapper à mort des salariés, des innocents, des jeunes de diverses nationalités, croyants ou non croyants, et qui sont tous victimes d'une barbarie ignoble.

Au-delà de l'émotion causée par cette barbarie, ces événements tragiques nous amènent à nous interroger sur les causes.

- Comment on en est-arrivé là ? Sans avoir aucune sympathie pour les dictateurs passés ou en place, qui a déstabilisé le Moyen-Orient sur fond de pétrole ?
- Qui fabrique et qui vend les armes dans ces pays puisque les industries d'armement ne sont pas installées là ? Des entreprises industrielles ! Qui transporte et achète le

pétrole contrôlé par Daesh ? Quelles banques servent d'intermédiaires ? Quelle infrastructure supporte les campagnes médiatiques des terroristes ? Qui finance Daesh, hier comme aujourd'hui ?

- L'intervention militaire des pays dits « riches » a-t-elle permis une quelconque évolution démocratique dans les pays frappés ? Les politiques internationales ne relèvent-elles pas plus du « clientélisme financier » que des valeurs de démocratie ?
- Quel bilan tirer, d'un Irak détruit par l'armée des USA au motif du mensonge d'une soi-disant « possession d'armes chimiques » ? N'est-ce pas un crime de guerre que celui de détruire un peuple sur un mensonge, car toutes les infrastructures sociales, économiques ont été détruites sans aucune réparation des USA !

Daesh est une organisation terroriste née des cendres des interventions militaires des USA, de la France et des pays engagés à leurs côtés.

Irak, Libye, Syrie : Trois pays pillés, détruits avec des centaines de milliers de victimes civiles mortes autant par les balles de Daesh que les bombes françaises et américaines.

Quel bilan autre de ces interventions militaires que celui en forme de « boomerang » que subissent l'ensemble des peuples avec un développement non pas de la démocratie, mais des injustices nées de la voix des armes, des tueries et du terrorisme ?

Le peuple syrien, irakien, libyen ont-ils gagné plus de droits et de libertés ou à l'inverse subissent-ils ces politiques d'intervention militaires aux intérêts financiers masqués ?

Les réfugiés, les migrants fuyant ces tueries, ne sont-ils pas des victimes avec des familles, comme les victimes assassinées vendredi dernier à Paris ?

Les dirigeants qui ont engagé leur pays dans cette voie guerrière, sans vote, flattant les intérêts financiers d'une petite élite, ceux-là doivent rendre des comptes à la communauté internationale pour leurs actes de guerre qui auront causé tant de drames humains.

Comment peut-on prétendre défendre les valeurs de la démocratie, de la liberté en bombardant des pays d'un côté, et de l'autre en s'affichant avec des dictatures comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou Israël ? Si les dictatures sont nombreuses, toutes ne sont pas traitées de la même manière mais en fonction des intérêts financiers.

L'Etat d'Arabie Saoudite par exemple, piétine les droits des femmes avec des lois d'un autre âge, condamne un écrivain, pour son expression, à 1000 coups de fouet sur la place publique, décapite au sabre la tête de condamnés à mort, 143 à ce jour pour la seule année 2015. Et pourtant Hollande, accompagné de cinquante patrons du CAC 40, va régulièrement faire affaires avec ces dirigeants.

Le dirigeant politique qui prétend défendre les valeurs de la démocratie peut-il au nom de ces mêmes principes engager son pays dans des interventions militaires sans devoir rendre des comptes sur les conséquences de ses actes que paie la société civile ?

Depuis la nuit des temps, les guerres ont toujours été engagées pour s'approprier des richesses. Et les peuples sont toujours les seules victimes. Stopper les géostratégies financières est urgent, s'attaquer aux droits et libertés individuelles et collectives est une injustice et une impasse.

Il faut mettre fin au fascisme et au terrorisme de Daesh non pas dans le cautionnement des politiques impérialistes actuellement à l'œuvre en Syrie et en Irak, mais par l'implication de

l'ONU pour imposer la paix avec une force d'intervention internationale régie démocratiquement.

La FNIC-CGT soutient que les dirigeants des pays qui ont mis le feu au monde par leur interventionnisme militaire doivent être traduits devant le Tribunal International de La Haye notamment les USA pour l'Irak, l'Afghanistan et la France pour la Syrie et la Libye. Les libertés publiques ne doivent pas être sacrifiées, comme Hollande vient de le faire à Versailles, au profit des intérêts d'une petite minorité de riches pour qui les affaires doivent se poursuivre.

La FNIC-CGT considère que la paix et la démocratie sont des valeurs normatives des relations internationales et qu'aucun pays ne doit y déroger sans des sanctions internationales. En particulier l'Etat d'Israël doit, sur ces principes, respecter l'Etat de Palestine et sa population.